Les militaires, des résistants ordinaires ?

Thomas Vaisset, Claire Miot

▶ **To cite this version:**

Thomas Vaisset, Claire Miot. Les militaires, des résistants ordinaires ?. Claire Miot; Guillaume Piketty; Thomas Vaisset. Militaires en résistances en France et en Europe, Presses universitaires du Septentrion, p. 9-29, 2020, War Studies, 978-2-7574-3219-8. hal-02982171

HAL Id: hal-02982171

https://normandie-univ.hal.science/hal-02982171

Submitted on 17 Jun 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Introduction.
Les militaires, des résistants ordinaires ?

Claire Miot
Service historique de la Défense

Thomas Vaisset
Université Le Havre Normandie, UMR IDEES-CNRS 6266

Entre septembre 1939 et juin 1940, toutes les armées européennes, y compris la *British Expeditionary Force*, sont balayées par la *Wehrmacht* et ses alliés, le plus souvent en quelques semaines[1]. L'événement est sans précédent[2]. Ces débâcles militaires entraînent l'occupation quasi-intégrale du continent par les pays de l'Axe, même si les modalités de cette occupation varient en fonction de critères stratégiques et raciaux inspirés par la *Weltanschauung* nazie. Elles vont de l'annexion pure et simple à la mise en place d'États collaborateurs à des degrés divers, en passant par des régimes militaires plus ou moins stricts.

Pour les armées européennes, la débâcle constitue un véritable trauma aux résonances multiples. En dépit de variantes nationales, les soldats qui composent ces « armées année-zéro » partagent des expériences similaires de violence, de désarmement, de captivité et/ou de démobilisation. Les combats en Pologne de septembre 1939 ont provoqué la mort de 66 000 militaires en plus des 130 000 blessés, sans compter l'exécution de milliers d'officiers polonais par les armées allemande et soviétique[3]. Cette courte campagne, l'historiographie le

1 Les auteurs remercient chaleureusement Fabrice Grenard, Paul Lenormand, Géraud Létang et Guillaume Piketty de leurs relectures attentives.

2 Voir sur ce sujet Corine Defrance, Catherine Horel et François-Xavier Nérard (dir.), *Vaincus. Histoire de défaites*, Paris, Nouveau Monde, 2016.

3 Jakub Wojtkowiak, « Le combat armé des Polonais. La campagne de Pologne, 1939 », *Guerres mondiales et conflits contemporains*, n° 261, 2016/1, p.°13 ; Halik Kochanski, *The Eagle Unbowed. Poland and the Poles in the Second World War*, London, Allen Lane/Penguin, 2012 ; Evan McGilvray, *A Military Government in Exile: the Polish Government in Exile (1939-1945)*,

montre, a constitué à bien des égards l'une des matrices des pratiques de violence de la *Wehrmacht* à l'égard de populations jugées inférieures sur le front oriental pendant toute la guerre[4]. Quant à la guerre à l'Ouest, en 1940, elle ne fut pas sans brutalité. Les historiens de la campagne de France montrent désormais l'ampleur des violences[5], que celles-ci aient été exercées contre des soldats – colonisés ou non[6] –, ou contre des civils, avec par exemple les massacres perpétrés dans les villages belges de Vinkt et Meigem[7]. L'expérience de la captivité devient un phénomène européen de masse, à l'image des 1,8 million de prisonniers de guerre français – près de 32 % des soldats engagés dans les combats[8] ! –, d'au moins 200 000 belges, 20 000 hollandais[9] et 400 000 polonais[10]. Si l'essentiel des Français capturés prend – et pour longtemps – le chemin de l'Allemagne, les Norvégiens, en tant qu'« Aryens », sont renvoyés chez eux, de même que les prisonniers de guerre hollandais et flamands[11].

Warwick, Helion & Company, 2010, p. 38-55. Voir aussi Ian T. Gross, *Revolution from Abroad: The Soviet Conquest of Poland's Western Ukraine and Western Belorussia*, Princeton, Princeton University Press, 2002 et Jochen Böhler, *Auftakt zum Vernichtungskrieg. Die Wehrmacht in Polen 1939*, Frankfurt am Main, Fischer TB, 2006.

4 Christian Ingrao, *Les chasseurs noirs. La brigade Dirlewanger*, Paris, Perrin, 2006 ; Omer Bartov, *L'armée d'Hitler. La Wehrmacht, les nazis, la guerre*, Paris, Hachette, 1999 (1re édition en 1989).

5 Jean-Luc Leleu, « Une guerre "correcte" ? Crimes et massacres allemands à l'Ouest au printemps 1940 », dans Stefan Martens et Steffen Prauser (dir.), *La guerre de 1940. Se battre, subir, se souvenir*, Villeneuve d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion, 2014, p. 129-142. Voir aussi Claire Andrieu, « Un indicateur de la nazification de la Wehrmacht en 1940 : la campagne de France » dans *La violence en Europe au XXe siècle. Journée d'études organisée par le centre d'histoire de Sciences Po et France Standford Center for Interdisciplinary Studies*, Paris, 2011. En ligne : https://spire.sciencespo.fr/hdl:/2441/53r60a8s3kup1vc9jd68iita0/resources/claire-andrieu-un-indicateur-de-la-nazification.pdf.

6 Raffael Schaeck, *Une saison noire. Les massacres de tirailleurs sénégalais (mai-juin 1940)*, Paris, Tallandier, 2007 (1re édition en 2006) ; Johann Chapoutot et Jean Vigreux (dir.), *Des soldats noirs face au Reich : les massacres racistes de 1940*, Paris, PUF, 2015.

7 Pieter Lagrou, « Guerre honorable sur le front de l'Ouest : crime, punition et réconciliation », dans Gaël Eismann et Stefan Martens (dir.), *Occupation et répression militaires allemandes 1939-1945*, Paris, Autrement, 2007, p. 201-219.

8 Niall Ferguson, « Prisoner Taking and Prisoner Killing in the Age of Total War: Towards a Political Economy of Military Defeat », *War in History*, vol. 11, 2004/2, p. 148-192.

9 Pieter Lagrou, *Mémoires patriotiques et occupations nazies. Résistants, requis et déportés en Europe occidentale (1945-1965)*, Bruxelles, Complexe, 2003, p. 86-87.

10 Anne-Marie Pathé et Fabien Théofilakis (dir), *La Captivité de guerre au XXe siècle*, Paris, Armand Colin, 2012 ; Bob Moore et Barbara Hately-Broads (eds), *Prisoners of War, Prisoners of Peace. Captivity, Homecoming, and Memory in World War II*, Oxford-New York, Berg, 2005 ; Yves Durand, *La captivité. Histoire des prisonniers de guerre français (1939-1945)*, Paris, FNCPG-CATM, 1981.

11 Jacques Semelin, *Sans armes face à Hitler. La Résistance civile en Europe (1939-1945)*, Paris, Les Arènes, 1989, p. 93-127.

En outre, les forces militaires européennes vaincues sont désarmées. Le matériel de guerre est détruit ou livré, tandis que les hommes restants sont démobilisés de manière plus ou moins organisée. Enfin, le choc est aussi psychologique, comme le laissent penser les photographies de « l'exode » prises sur les routes françaises et belges lors de « l'étrange défaite[12] » du printemps 1940.

Ces défaites militaires font passer l'Europe sous la domination de l'Axe et/ou des Soviétiques, conformément au pacte signé en août 1939 entre Berlin et Moscou. Les caractéristiques spécifiques des formes de violence liées à la conduite d'une guerre d'anéantissement et/ou d'une occupation laquelle, dans de nombreux territoires, s'avère être une véritable colonisation[13], mais aussi de l'exploitation d'une main-d'œuvre réduite en esclavage font de la partie orientale de l'Europe un continent en soi[14]. L'une des expériences les plus singulières est sans doute celle qui se déroule dans les « Terres de sang », ces espaces de confrontation d'une extrême violence entre les impérialismes soviétique et nazi, où nationalités et État ne se recoupent pas toujours[15]. Le présent ouvrage se focalise sur les militaires des armées occidentales ou intégrés dans celles-ci, engagés pour la libération de leur pays dans les résistances contre le nazisme ou le fascisme. La relative surreprésentation du cas français, et, dans une moindre mesure, du cas italien, s'explique autant par l'histoire de ce projet, fruit d'un colloque et donc élaboré à partir des communications qui y ont été présentées[16], que par l'état de l'historiographie de la question sur laquelle nous reviendrons par la suite. L'absence de textes sur les cas belge, néerlandais ou norvégien, pour ne

12 Marc Bloch, *L'étrange défaite. Témoignages écrits en 1940*, Paris, Gallimard, 1990, (1re édition en 1946).

13 Sur ce point, voir par exemple Christian Ingrao, *La promesse de l'Est. Espérance nazie et génocide (1939-1943)*, Paris, Seuil, 2016.

14 Même s'il existe des circulations d'hommes ou de pratiques avec l'Ouest, ainsi que des similitudes ponctuelles dans le traitement des populations. Sur la radicalisation de la violence employée par la *Wehrmacht* dans la lutte contre les maquis en France, voir Pieter Lieb, *Konventioneller Krieg oder NS-Weltanschaaungskrieg? Kriegsführung und Partisanenbekämpfung in Frankreich 1943/44*, München, R. Oldenburg Verlag, 2007.

15 Timothy Snyder, *Terres de sang. L'Europe entre Hitler et Staline*, Paris, Gallimard, 2012 (1re édition en 2010).

16 Colloque international « Militaires en résistances pendant la Seconde Guerre mondiale en Europe », organisé par le Service historique de la Défense et le Centre d'Histoire de Sciences Po, sous la direction de Jean Bourcart, Robert Gildea, Claire Miot, Guillaume Piketty et Thomas Vaisset, 13 et 14 juin 2018. Nous tenons à remercier vivement Claude d'Abzac-Epezy, Alya Aglan, Claire Andrieu, Laurent Douzou, Fabrice Grenard, Eric Jennings, Pieter Lagrou, Julie Le Gac, Frédéric Quéguineur, Thomas Vöguel et Olivier Wieviorka qui ont accepté de faire partie du comité scientifique.

citer qu'eux, que nous regrettons, témoigne sans doute aussi des difficultés qu'il y a à réunir des historiennes et des historiens travaillant sur les militaires en résistances à l'échelle européenne.

Quoi qu'il en soit, en présence du cataclysme que représentent la défaite puis l'occupation de leur territoire, les chefs d'État et de gouvernement belge, norvégien, luxembourgeois et néerlandais font le choix de constituer des gouvernements en exil au Royaume-Uni ou dans le *Commonwealth*, d'où ils recrutent des volontaires pour continuer le combat hors du territoire national. En rupture avec le gouvernement légal et avec l'armée de leur pays, certaines figures, à l'image du général de Gaulle et de ses Forces Françaises Libres, font de même et deviennent des exilés combattants[17]. Car en France, comme au Danemark, l'occupant permet que subsistent des forces armées, aussi modestes soient-elles, censées témoigner du maintien d'une forme de souveraineté, certes de façade. Au sein de ces armées se trouvent des hommes susceptibles de reprendre un jour le combat. En parallèle, naissent, à des rythmes variés, des organisations de résistance intérieure. Très vite, des militaires s'y engagent.

Ce choix de résister, il faut d'emblée le rappeler, est, du moins au début du conflit, très largement minoritaire et pour partie conditionné par les formes juridiques de cessation des combats. Tout particulièrement dans le cas d'un armistice, les militaires qui l'effectuent sont *de facto* exclus de l'institution à laquelle ils appartenaient jusque-là. Ils se trouvent placés en porte-à-faux à l'égard de la majorité de leurs camarades qui continuent à servir un État désormais satellite ou collaborateur du Reich. Ces derniers le font en vertu de la subordination de l'autorité militaire au pouvoir politique, constitutive de la norme des relations politico-militaires dans les pays de l'ouest du continent, mais aussi au nom de l'obéissance et de la discipline, deux vertus cardinales censées guider l'action de tout soldat. Ainsi les militaires sont des acteurs *a priori* attendus du processus de collaboration, d'autant que les régimes collaborateurs ont souvent mis à l'honneur les élites traditionnelles auxquelles appartiennent les officiers. Pour autant, l'éthique militaire repose aussi sur la valorisation du combat en vue du succès des armes de son pays, sur le refus de la reddition, et sur un horizon d'attente notamment marqué par l'anticipation de la mort et du sacrifice. Autant d'éléments au cœur de l'identité militaire qui peuvent favoriser l'engagement

17 Guillaume Piketty, « Exilés combattants », dans Jean-François Muracciole et Guillaume Piketty (dir.), *Encyclopédie de la Seconde Guerre mondiale*, Paris, Robert Laffont, 2015, p. 423-429.

dans les résistances. Les connaissances de ceux qui franchissent le pas constituent de précieuses ressources pour la lutte clandestine, même si l'*ethos* guerrier traditionnel peut aussi représenter un handicap pour les formes de combat spécifiques de la guérilla[18].

Le choix fait, reste encore en suspens la question de savoir contre qui entrer en résistance. La réponse est moins simple qu'il n'y paraît de prime abord. Pour le cas français, Robert Paxton a ainsi montré la contradiction dans laquelle le corps des officiers est presque tout entier plongé : comment continuer le combat contre l'Allemagne, qu'une majorité appelle de ses vœux, tout en restant fidèle à un État qui collabore[19] ? Cela explique peut-être qu'une part importante des élites militaires européennes ait d'abord pensé à une opposition à l'intérieur même du régime collaborateur, avant de se résoudre à une résistance contre ce régime. D'autant que se pose aussi la question de savoir avec qui combattre en résistance. Or, pour ces militaires, souvent imprégnés d'idées nationalistes, servir sous uniforme ou sous un commandement étranger est *a priori* exclu. En France, nombreux sont les officiers qui, dans un premier temps du moins, rechignent à lutter aux côtés des Britanniques. À rebours, des officiers danois ou belges de tradition anglophile tentent, dès 1940, d'établir des connexions avec Londres[20]. Dans le cas spécifique de la *Wehrmacht*[21], les officiers qui entrent en résistance ne se battent pas contre une puissance occupante. Ils se rebellent contre un régime arrivé légalement au pouvoir et auquel une partie d'entre eux avait d'abord adhéré au nom du salut de leur pays. Leur combat fut, on le sait, vu par certains Allemands, y compris après la guerre, comme une trahison (*Landesverrat*)[22]. En revanche, lorsqu'existe un gouvernement

18 Sébastien Albertelli, Julien Blanc et Laurent Douzou, *La lutte clandestine en France. Une histoire de la Résistance, 1940-1945*, Paris, Seuil, 2019.

19 Robert O. Paxton, *L'armée de Vichy. Le corps des officiers français*, Paris, Tallandier, 2004 (1re édition en 1966).

20 Carsten Holbraad, *Danish Reactions to German Occupation: History and Historiography*, London, UCL Press, 2017, p. 88 ; Pieter Lagrou, « Belgium », dans Bob Moore (ed.), *Résistance in Western Europe*, Oxford – New York, Berg, 2000, p. 35.

21 Pour une mise au point en français sur le rôle de la *Wehrmacht* pendant la Seconde Guerre mondiale et en particulier dans l'extermination des Juifs d'Europe, voir Jean Solchany, « La lente dissipation d'une légende. La "Wehrmacht" sous le regard de l'histoire », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, n° 47, 2000/2, p. 323-353.

22 Sur le rapport des élites militaires au nazisme, voir les travaux classiques de Klaus-Jürgen Müller, en particulier *Armee, Politik und Gesellschaft in Deutschland 1933-1945*, Paderborn, Schöningh, 1979. Pour un texte en français, Klaus-Jürgen Müller, « Les officiers et la Résistance en Allemagne », dans François Marcot et Didier Musiedlak (dir.), *Les Résistances, miroir des régimes d'oppression : Allemagne, Italie, France. Actes du colloque international tenu à Besançon du 24 au 26 septembre 2003*, Besançon, Presses universitaires

en exil, l'entrée des militaires en résistance n'oppose pas avec la même tension légalité et légitimité. Ainsi, aux Pays-Bas, les premières tentatives pour créer des formes organisées de résistances sont venues de militaires démobilisés après la défaite[23].

Une fois dans les réseaux ou dans les mouvements, puis dans les maquis qui se forment progressivement, les militaires évoluent au milieu de très nombreux civils. L'effondrement des armées, puis l'occupation des États européens par l'Allemagne nazie et ses alliés ont en effet eu pour conséquence la prise en charge par des civils de la mission théoriquement dévolue aux institutions militaires, en dehors de celles-ci, voire, parfois, contre elles : combattre pour la patrie, ainsi que contre l'ennemi et ses auxiliaires. On observe alors partout en Europe des processus, plus ou moins rapides et aboutis, de militarisation par et dans les résistances. De tels processus peuvent d'ailleurs être saisis comme l'un des marqueurs de la totalisation du conflit, à savoir l'atténuation, voire le brouillage, des distinctions classiques entre civils et militaires[24]. Si le phénomène est d'autant plus prononcé dans les pays d'Europe centrale et orientale, dont l'existence même est menacée « du fait de la logique raciste de dénationalisation » ou de germanisation à l'œuvre[25], la figure du partisan/franc-tireur/maquisard, à la frontière des identités civile et militaire, devient l'un des symboles des résistances. Et ce, alors même que la généralisation de la conscription dans les États européens et la monopolisation progressive de la violence par les armées avaient fait du soldat irrégulier un double négatif du citoyen-soldat[26]. Bien que restée essentiellement de nature conventionnelle, la Seconde Guerre mondiale constitue aussi une expérience fondatrice du combat et des combattants irréguliers[27].

---

de Franche-Comté, 2006, p. 307-321. Sur la mémoire de cette résistance dans la société allemande d'après-guerre, voir Peter Steinbach, *Widerstand im Widerstreit. Der Widerstand gegen den Nationalsozialismus in der Erinnerung der Deutschen*, Paderborn, Schöningh, 1994.

23 Dick Van Galen Last, « The Netherlands », dans B. Moore (éd.), *op. cit.*, p. 194-195. Pour la Belgique : Emmanuel Debruyne, *La guerre secrète des espions belges 1940-1944*, Bruxelles, Racine, 2008.

24 Alya Aglan, « Pour une approche transnationale des mouvements clandestins de résistance », *Bulletin de l'Institut Pierre Renouvin*, n° 38, 2013/2, p. 70.

25 Alya Aglan, « Les résistances en Europe ou les États-nations à l'épreuve », dans Alya Aglan et Robert Frank (dir.), *1937-1947. La guerre monde, tome 1*, Paris, Gallimard, 2015, p. 1185.

26 Raphaëlle Branche et Julie Le Gac, « À portée d'hommes. Pour une histoire par en bas des combattants irréguliers », *20&21. Revue d'histoire*, n° 141, 2019/1, p. 5-23.

27 Élie Tenenbaum, *Partisans et centurions. Une histoire de la guerre irrégulière au XX^e siècle*, Paris, Perrin, 2018, p. 43 et suiv.

Ainsi, la question militaire apparaît comme centrale pour penser les résistances en Europe occidentale pendant la Seconde Guerre mondiale. Réciproquement, celle de l'engagement ou non dans les résistances fournit une approche heuristique féconde pour réinterroger les identités militaires et leurs évolutions. Car l'objet « militaires en résistances » croise deux historiographies très dynamiques. L'ambition de ce livre est autant d'enrichir les réflexions relatives à l'histoire du phénomène guerrier contemporain que celles consacrées aux résistances.

Cet ouvrage entend tout d'abord contribuer à l'écriture d'une histoire sociale et culturelle du phénomène guerrier et des institutions militaires en donnant à voir toute l'épaisseur et la complexité des mondes militaires dans les sociétés d'Europe de l'Ouest. L'enjeu n'est pas de se cantonner à juxtaposer des biographies de « grands chefs » engagés dans les résistances[28]. Non que l'étude des parcours individuels ne soit pas pertinente lorsqu'il s'agit d'analyser le combat résistant, bien au contraire. Certains des coordinateurs de ce volume ne le savent que trop bien[29]. Indubitablement, l'approche biographique permet de toucher à l'essence même de l'entrée en résistance, une décision qui demeure, à bien des égards, éminemment personnelle et subjective. Plus largement, elle offre la possibilité de mettre en lumière « la part de l'imprévisible et de l'explicable, omniprésents dans l'histoire de la Résistance[30] ». Elle n'est pourtant pas suffisante ici. Car l'objectif du présent livre est de saisir un groupe professionnel qui revendique une identité forte, à défaut d'une « spécificité militaire[31] », en prenant en compte la diversité des armées, des hiérarchies, des statuts et des modes de recrutement, autant que la variété des rapports à l'engagement et aux pratiques résistantes. La Seconde Guerre mondiale redéfinit les mondes militaires du fait des nouvelles formes de combat qui émergent et se déploient, à commencer par la guerre clandestine. La catégorie même de « militaire » devient un enjeu de la guerre. Le régime nazi dénie ainsi aux partisans, qualifiés de terroristes ou de francs-tireurs, le statut de combattant et la

28 À cet égard, rappelons les travaux pionniers du général Jean Delmas. Voir notamment Jean Delmas, *Officier et historien. Études, articles et cours*, Paris, Economica, 2001.

29 Thomas Vaisset, *L'amiral d'Argenlieu. Le moine-soldat du gaullisme*, Paris, Belin, 2017 ; Guillaume Piketty, *Pierre Brossolette. Un héros de la Résistance*, Paris, Odile Jacob, 1998.

30 Guillaume Piketty, « La biographie comme genre historique ? Étude de cas », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, n° 63, 1999/3, p. 119-126.

31 Voir notamment Laure Bardiès, « Du concept de spécificité militaire », *L'année sociologique*, n° 61, 2011/2, p. 273-295.

protection minimale qui l'accompagne, justifiant ainsi la répression qui s'abat sur ces derniers[32].

Dès lors qu'il s'agit de saisir leur expérience, l'analyse de la guérilla paraît centrale, au-delà du débat sur l'efficacité militaire des résistances intérieures à l'échelle du front ouest-européen[33]. La guerre subversive est pourtant pensée comme étrangère à la culture combattante régulière, renvoyant même à des figures craintes et honnies dans les imaginaires militaires forgés à l'aune des mémoires des conflits précédents, par exemple celle du franc-tireur de 1870[34]. Mais elle permet notamment de poser la question des apprentissages de la clandestinité pour les militaires et celle de la formation à la guerre régulière pour les civils en armes. Bref, d'observer des phénomènes d'acculturation réciproque et d'hybridation des savoirs combattants, car pour de nombreux civils qui progressivement rejoignent les maquis européens, l'identité combattante n'est pas toujours première[35]. Dans son étude pionnière sur les maquis français, Harry R. Kedward a ainsi montré comment le passage de réfractaire au service du travail obligatoire à maquisard en armes n'a rien d'évident ni de linéaire[36]. Toujours est-il que l'ambition de ce livre est de dépasser le clivage résistance civile/résistance militaire qui a longtemps structuré l'historiographie[37], en montrant comment ces frontières sont poreuses et toujours remodelées à l'âge de la guerre mondiale. Au cœur de ce projet se trouve donc aussi la question de l'amalgame entre armées régulières exilées et forces irrégulières en métropole.

En Europe de l'Ouest, l'expérience combattante de ces militaires professionnels ou de ces civils en armes est assurément plurielle, alors que les fronts et les formes de combat sont marqués par leur grande diversité. Les militaires ouest-européens engagés dans la lutte contre l'Allemagne nazie et ses auxiliaires affrontent les rigueurs de la guerre

32 O. Bartov, *op. cit.* ; Masha Cerovic, *Les enfants de Staline. Les partisans soviétiques (1941-1944)*, Paris, Seuil, 2018.

33 Olivier Wieviorka, *Une histoire de la Résistance en Europe occidentale*, Paris, Perrin, 2017, p. 356-357.

34 Macha Cerovic, « Le monde des partisans », dans Bruno Cabanes (dir.), *Une histoire de la guerre. Du XIX^e siècle à nos jours*, Paris, Seuil, 2018, p. 327-336.

35 Raphaële Balu, « Les maquisards de France pendant la Seconde Guerre mondiale. Combattants irréguliers ou armée de la nation ? », *20&21. Revue d'histoire*, n° 141, 2019/1, p. 81-95.

36 Harry R. Kedward, *À la recherche du maquis*, Paris, Cerf, 1999 (1re édition en 1993). Voir aussi Fabrice Grenard, *Les maquisards. Combattre dans la France occupée*, Paris, Vendémiaire, 2019.

37 Ainsi que le note Bob Moore, « Introduction : Defining Résistance », dans B. Moore (ed.), *op. cit.*, p. 2.

en montagne, d'autant plus épuisantes quand les combats se déroulent en hiver[38]. Engagés dans « la guerre du désert », nombreux sont ceux qui expérimentent l'omniprésence du sable et les amplitudes thermiques extrêmes[39]. Quant à ceux stationnés aux confins des zones tropicales et équatoriales dans l'attente de rejoindre le front, ou qui combattent en Italie dans des régions infestées par la malaria, ils apprennent à lutter contre des ennemis ô combien redoutables et redoutés des services médicaux des armées : les moustiques et les poux[40]. Dans la guerre asymétrique, les conditions de la lutte clandestine sont assurément différentes : embuscades, coups de main et rapides décrochages contre un ennemi dont la puissance de feu est sans commune mesure constituent une part importante de l'expérience combattante des irréguliers. À la différence des soldats réguliers, ils subissent la « violence continuée[41] » de la traque et de la répression de la part des appareils policiers et, peut-être, un rapport spécifique à la mort et au deuil. Clandestins ayant rompu avec leurs proches, ou bien relégués loin des villes et des réseaux de communication, dans les espaces hostiles que sont les montagnes et les bois escarpés, marqués par le dénuement, ces hommes et ces femmes entretiennent ainsi une « sociabilité de l'isolement, de la marginalité[42] » pour partie atténuée par leurs liens avec les communautés locales dans le cas des maquis. Autant de configurations qui, peut-être, éprouvent de manière différenciée les esprits, et produisent des troubles

38 Voir par exemple celle subie par les soldats de l'armée française dans les combats en Italie, décrite dans Julie Le Gac, *Vaincre sans gloire. Le corps expéditionnaire français en Italie (novembre 1943-juillet 1944)*, Paris, Les Belles Lettres, 2013. Sur les conditions de la guerre hivernale dans les Vosges à l'hiver 1944-1945, Claire Miot, *La Première armée française (1944-1945)*, Paris, Perrin [à paraître en 2021].

39 Nicola Labanca, David Reynolds et Olivier Wieviorka (dir.), *La guerre du désert (1940-1943)*, Paris, Perrin, 2019, p. 138.

40 Matthew Smallmann-Raynor et Andrew Cliff, *War Epidemics. An Historical Geography of Infectious Diseases in Military Conflicts and Civil Strife, 1850-2000*, Oxford, Oxford University Press, 2004 ; Mark Harrison, « Medicine and the Culture of Command: the Case of Malaria Control in the British Army during the Two Worlds Wars », *Medical History*, n° 40, 1996, p. 437-452 ; Marcus Hall, « World War II and the Axis of Disease », dans Charles Closemann (ed.), *War and the Environment: Military Destruction In the Modern Age*, College Station, Texas A&M University Press, 2009, p. 112-131. Voir également la communication de Roderick Bailey, « Typhus in Naples, 1943-44: The Epidemic that Changed the World » au séminaire *Mondes militaires et Seconde Guerre mondiale* du Centre d'histoire de Sciences Po et du Service historique de la Défense (organisé par Claire Miot, Guillaume Piketty et Thomas Vaisset), 21 novembre 2019.

41 Raphaël Balu, *Les maquis de France, la France libre et les Alliés (1943-1945). Retrouver la coopération*, thèse de doctorat sous la direction de Jean Quellien et d'Olivier Wieviorka, Caen, Université de Caen Normandie, p. 539.

42 M. Cerovic, art. cit., p. 333.

psychiques spécifiques[43]. En revanche, il conviendrait d'explorer du côté des émotions ce que partisans et réguliers en exil ont en partage : parfois un semblable dénuement et un isolement similaire, souvent le même sentiment d'arrachement aux leurs, le même ennui, la même monotonie[44]. Reste que toutes ces configurations liées à l'environnement des multiples champs de bataille ont des effets sur les expériences physiques, ainsi que sur les représentations construites par ces combattants réguliers et irréguliers[45].

L'enjeu est aussi de décloisonner la chronologie. En quoi ces militaires mobilisent-ils des expériences précédentes, comme celles des guerres de conquête coloniale, de la Grande Guerre, de la guerre d'Espagne, et plus proche d'eux, des campagnes du printemps 1940[46] ? En aval, il s'agit de s'inscrire résolument dans les interrogations soulevées par les historiennes et historiens s'intéressant aux sorties de guerre[47], et d'interroger la recomposition des identités, des savoirs et des institutions militaires européennes au prisme de l'engagement résistant. Car, malgré l'urgence du présent, les résistants n'en forgent pas moins des projets pour l'après-guerre. Par adhésion aux idéologies conservatrices autant qu'en vertu de leur position d'élite, de nombreux militaires de carrière placent leur engagement sous le sceau de la restauration de l'ordre traditionnel. Gianni Perona montre ainsi, pour le cas italien, que les officiers fidèles au roi, entendent maintenir « la continuité de leur rôle de professionnels de la guerre » et pensent leur résistance uniquement comme un combat contre les Allemands, sans exclure la réintégration de potentiels anciens militaires fascistes « repentis ». Ce faisant,

43 L'historiographie est désormais riche sur la question des troubles psychiques engendrés par le combat. Voir par exemple Hans Binneveld, *From Shell Shock to Combat Stress: A comparative History of Military Psychiatry*, Amsterdam, Amsterdam University Press, 1997 ; Ben Shephard, *A War of Nerves. Soldiers and Psychiatrists in the Twentieth Century*, London, Pilmico, 2000 ; Edgar Jones et Simon Wessely, *Shell Shock to PTSD. Military Psychiatry from 1900 to the Gulf War*, Hove and New York, Psychology Press, 2005.

44 Pour une présentation synthétique des chantiers en cours sur l'histoire des émotions des combattants, voir Thomas Dodman, « "Toutes sortes d'émotions extravagantes" », dans B. Cabanes, *op. cit.*, p. 457-469.

45 Stéphane Audoin-Rouzeau, *Combattre. Une anthropologie historique de la guerre moderne (XIX-XXIe siècles)*, Paris, Seuil, 2008, p. 248-249.

46 Voire, ainsi que le souligne Alya Aglan, des références historiques combattantes plus anciennes, comme la lutte contre l'occupation napoléonienne pour les guérilleros espagnols, les luttes du *Risorgimento* contre les Autrichiens pour les partisans italiens… A. Aglan, art. cit., p. 79.

47 Voir notamment Bruno Cabanes et Guillaume Piketty (dir.), *Retour à l'intime au sortir de la guerre*, Paris, Tallandier, 2009.

ils refusent le changement politique appelé de leurs vœux par les *partigiani*[48]. Ceux-ci, comme partout en Europe occidentale, ont imaginé des « lendemains qui chantent », organisés autour de profondes réformes concernant aussi bien la société, que l'institution militaire. Certains ont même élaboré des projets authentiquement révolutionnaires. Au nom de la lutte commune, les tensions sont d'abord contenues. En Italie toujours, le parti communiste lance à l'hiver 1944-1945 un appel à la formation d'une grande armée nationale, favorisant l'accueil des partisans par les officiers de l'armée royale pourtant au départ suspicieux vis-à-vis de ceux qu'ils considèrent être des militants en armes[49]. En France, la résistance communiste finit par se rallier à l'amalgame des FFI à l'armée régulière débarquée en Normandie et en Provence pour poursuivre le combat alors qu'une partie du territoire métropolitain se trouve encore occupée. La révolution attendra[50]. L'amalgame des combattants de l'intérieur à l'armée régulière est, en revanche, un échec en Belgique, poussant les ministres communistes à la démission et provoquant une crise politique majeure[51].

Ces rivalités sont en effet susceptibles d'éclater à la faveur des libérations et surtout de la fin des hostilités. L'Italie est marquée par une guerre civile qui vient se surajouter à une guerre de libération et, d'après Claudio Pavone, à une guerre de classe[52]. La situation est différente dans la France de 1944, car le spectre de la guerre civile est rapidement écarté[53]. Pour les forces armées au moins, le prix est sans doute celui d'une mise à l'écart des projets de profonde rénovation portés par les résistances intérieures, et avec eux une exclusion progressive des anciens maquisards intégrés dans l'armée, tandis que l'appareil militaire est marqué par une forme de continuité professionnelle et sociale[54]. Il convient alors

48 Gianni Perona, « Penser la Résistance : les formes de la Résistance et l'opposition au fascisme en Italie », dans F. Marcot et D. Musiedlak (dir.), *op. cit.*, p. 38-39.

49 Giuseppe Conti, « L'armée et la résistance en Italie », dans *ibid.*, p. 333.

50 Voir C. Miot, *op. cit.*

51 P. Lagrou, *op. cit.*, p. 40 et suiv.

52 Claudio Pavone, *Une guerre civile. Essai historique sur l'éthique de la Résistance italienne*, Paris, Seuil, 2005 (1re édition en 1991).

53 Olivier Wieviorka, « Une guerre civile à la française ? Le cas des années sombres (1940-1945) », *Vingtième Siècle. Revue d'Histoire*, n° 85, 2005/1, p. 5-19. Voir aussi Philippe Buton, *Les lendemains qui déchantent. Le Parti communiste à la Libération*, Paris, FNSP, 1993.

54 Pour le cas belge, voir Pierre Lagrou, *op. cit.* Pour la France, se reporter aux travaux de Claude d'Abzac-Epezy, « Épuration, dégagements, exclusions. Les réductions d'effectifs dans l'armée française (1940-1947) », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, n° 59, 1998, p. 62-75 ; « L'épuration dans l'armée, mythe et réalité », dans Olivier Forcade, Éric Duhamel et Philippe Vial (dir.), *Militaires en République 1870-1962. Les officiers, le pouvoir et la vie publique*

de s'interroger sur les effets de la marginalisation de certains groupes combattants à la faveur de la fin de la guerre, et sur ceux des démobilisations des militaires eux-mêmes. Certains peuvent ainsi éprouver une « nostalgie du front[55] », d'autres, à l'instar des anciens partisans, regretter amèrement cette « fraternité des ombres[56] » forgée dans le combat clandestin, prolongée ensuite en plein jour au sein du groupe primaire. Les combattants exilés sont aussi frustrés de la rencontre avec une population dont l'expérience de l'occupation est une grande inconnue pour eux[57]. Réfléchir à la sortie de guerre de ces militaires qui ont résisté, c'est aussi interroger, dans les différents pays de l'Europe de l'Ouest, les modalités de « l'économie morale de la reconnaissance » du sacrifice consenti par ces hommes[58]. Car si, après la Grande Guerre, la figure du héros est incarnée par celle du conscrit, la multiplicité des expériences et des parcours rend plus complexe la construction des figures héroïques après la Seconde Guerre mondiale[59].

L'emploi du pluriel pour le mot de « résistances » n'est pas fortuite. De multiples raisons nous poussent à vouloir considérer ce phénomène dans sa complexité et sa diversité. Tout d'abord, ce pluriel traduit notre refus d'envisager la résistance comme un bloc, pour au contraire insister sur la pluralité de ses manifestations, de ses motivations et de ses ambitions. C'est, dans le cas français, une manière de souligner, à la suite des travaux de François Marcot, les liens étroits entre la « Résistance-organisation » et l'« univers pluriel de non-consentement[60] » qu'est la

en France, Paris, Publications de la Sorbonne, 1999, p. 667-686 et « Épuration et rénovation de l'armée » dans Marc Olivier Baruch (dir.), *Une poignée de misérables. L'épuration de la société française après la Seconde Guerre mondiale*, Paris, Fayard, 2003, p. 433-464.

55 Odile Roynette, « La nostalgie du front », dans B. Cabanes et G. Piketty (dir.), *op. cit.*, p. 51-65.

56 Guillaume Piketty, « Générations résistantes à l'épreuve de la sortie de guerre », *Revue historique*, n° 641, 2007/1, p. 157.

57 Pour le cas français, voir Guillaume Piketty, « Français libres à l'épreuve de la Libération », *Revue historique des armées*, n° 245, 2006, p. 27-35 ; Guillaume Piketty, « From the Capitoline Hill to the Tarpeian Rock? Free French Coming out of War », *European Review of History. Revue européenne d'histoire*, Vol. 25, 2018, n° 2, p. 354-373.

58 Guillaume Piketty, « Économie morale de la reconnaissance. L'Ordre de la Libération au péril de la sortie de Seconde Guerre mondiale », *Histoire@Politique*, 2007/3, en ligne : http://www.histoire-politique.fr/index.php?numero=03&rub=dossier&item=26.

59 Pour le cas français, voir Olivier Wieviorka, *La mémoire désunie. Le souvenir politique des années sombres de la Libération à de nos jours*, Paris, Seuil, 2010. Pour une comparaison avec les cas belges et néerlandais, voir P. Lagrou, *op. cit.*

60 Pierre Laborie, « La notion de Résistance à l'épreuve des faits : nécessité et limites d'une approche conceptuelle », dans Corentin Sellin (dir.), *Résistances, insurrections, guérillas. Les Géopolitiques de Brest*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2010, p. 17.

« Résistance-Mouvement[61] ». Ce livre a ensuite pour ambition de penser ensemble les résistances intérieure et extérieure, cette dernière non pas seulement comme un « exil combattant », mais bien comme une partie intégrante de « la » Résistance, comme nous y invitent certains développements récents de l'historiographie française[62]. À l'échelle européenne, le phénomène « résistance », comme le vocabulaire utilisé dans chaque langue pour le désigner, semble être réservé aux femmes et aux hommes qui combattent depuis un pays occupé[63]. Pour autant, résistances intérieure et extérieure nous semblent relever toutes deux des quatre critères dont la présence conjointe est indispensable pour parler d'action de résistance[64]. Cette dernière est en effet la traduction en actes de la volonté de nuire à un ennemi identifié, qu'il soit l'occupant ou l'un de ses auxiliaires, d'une conscience de résister et d'une transgression affirmée[65]. Dans le cas de militaires, cette transgression peut être double : d'une part par rapport à l'autorité et à ses anciens camarades qui ont fait un choix différent ; de l'autre, dans les modalités du combat, puisque certains embrassent la lutte clandestine en rupture avec la pratique militaire régulière. Ce pluriel permet enfin de rendre compte de la sinuosité de certaines trajectoires entre les mondes de la collaboration et ceux des résistances, sans doute bien incarnée par la figure des militaires, du moins dans le cas français[66]. Ces constats invitent à écrire une histoire sociale la plus fine possible des engagements et des parcours, en étant attentif aux chronologies et aux contextes politiques et militaires.

L'historiographie a montré comment certains groupes sociaux ont une propension plus grande à s'engager, car ils disposent de ressources politiques, culturelles, sociales et économiques favorisant l'engagement. Elle a aussi souligné la diversité des répertoires d'action déployés par

61 François Marcot, « Pour une sociologie de la Résistance : intentionnalité et fonctionnalité », *Le Mouvement Social*, n° 180, 1997/3, p. 21-42.

62 Voir par exemple le sous-titre « l'autre résistance » que donne Jean-François Muracciole à son ouvrage *Les Français Libres. L'autre Résistance*, Paris, Tallandier, 2009. Sur la place longtemps exclusive de la résistance intérieure dans l'historiographie française, on se reportera avec profit à Laurent Douzou, *La Résistance française, une histoire périlleuse. Essai d'historiographie*, Paris, Seuil, 2005.

63 C'est notamment le cas du terme anglais de *resistance* ou du terme néerlandais de *verzet*.

64 Pour un bilan croisé dans le cas français, voir François Marcot (dir.), *Dictionnaire historique de la Résistance. Résistance intérieure et France libre*, Paris, Robert Laffont, 2006.

65 P. Laborie, art. cit., p. 17.

66 À cet égard, voir Bénédicte Vergez-Chaignon, *Les vichysto-résistants de 1940 à nos jours*, Paris, Perrin, 2008 et Johanna Barasz, *De Vichy à la Résistance. Les vichysto-résistants (1940-1944)*, thèse de doctorat sous la direction de Jean-Pierre Azéma, Institut d'Études Politiques de Paris, 2010.

ces groupes. La notion d'« intentionnalité », héritée de l'historiographie du nazisme[67], tend à laisser penser que certains groupes – dont feraient partie *a priori* les militaires – sont moins enclins que d'autres à basculer dans les résistances. Ainsi que le rappelle Laurent Douzou, l'engagement résistant est une rupture difficile à accomplir dès lors que les individus sont dotés de tout un *habitus* d'obéissance à la légalité et aux institutions fortement intériorisé[68]. Chez les militaires, cette obéissance est à la fois davantage et autre chose qu'un *habitus* au sens bourdieusien du terme : c'est une valeur cardinale et structurante, autant qu'une prescription explicite des règlements de l'institution à laquelle ils appartiennent. Mais il existe d'autres ressorts que ceux sous-tendus par la notion d'« intentionnalité ». Celles de « fonctionnalité spécifique » ou de « disponibilité fonctionnelle » permettent de comprendre, à partir de l'évolution des modes d'action des résistances, selon des chronologies nationales différentes, que les militaires aient basculé dans celles-ci[69]. Ainsi, l'hypothèse d'une reprise des combats en Europe rend la compétence professionnelle des militaires de plus en plus indispensable pour les organisations de résistance extérieure comme intérieure, ainsi que pour les Alliés[70]. Les Anglo-américains se montrent de surcroît particulièrement sensibles à l'apolitisme revendiqué par les militaires en question, ainsi qu'Olivier Wieviorka le souligne dans sa contribution au présent ouvrage. Dans la perspective de l'après-guerre comme dans des pays où l'engagement des communistes dans les résistances est massif, il s'agit d'ailleurs, à n'en pas douter, d'un atout précieux aux yeux de Londres et Washington. Or, rien ne vient infirmer la conclusion déjà ancienne de William Serman, selon laquelle cet apolitisme n'est qu'un « faux-semblant » et une façade masquant le conservatisme d'une partie du corps des officiers[71].

Il convient enfin de comprendre comment s'articule la tension entre l'obéissance des soldats, exigée par et dans les armées européennes, et l'engagement résistant au sein de mondes militaires qui sont extrêmement hétérogènes. On l'a dit, la diversité est l'une des caractéristiques majeures de ce groupe social, que l'uniforme tend sinon à gommer, du moins à faire oublier. Dans des forces armées, elles-mêmes déjà marquées

67 F. Marcot, art. cit., p. 21-41.

68 Laurent Douzou, « L'entrée en résistance », *Le Mouvement Social*, n° 180, 1997/3, p. 9-20.

69 *Ibid.*

70 O. Wieviorka, *Une histoire de la Résistance en Europe occidentale…*, *op. cit.* Voir également Laurent Douzou, « La démocratie sans le vote », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, n° 140, 2001, p. 57-67.

71 William Serman, *Les officiers français dans la nation (1848-1914)*, Paris, Aubier, 1982, p. 65-67.

par des cultures et des traditions d'armées et d'armes (ou de spécialités) différentes, se trouvent des militaires de carrière comme des réservistes et des conscrits, des officiers comme des hommes du rang. En outre, quel que soit leur grade, les femmes et les hommes qui composent ces mondes très divers ne sont pas seulement des soldats. Ils présentent des identités complexes qui déterminent pour partie leurs engagements. Il convient donc de se demander si l'appartenance à une armée guide le basculement dans les résistances ou, au contraire, le freine, et de s'interroger sur le possible rôle d'autres composantes de l'identité individuelle, comme les convictions politiques, la foi, l'appartenance à tel ou tel groupe social, ou encore l'âge ou la situation matrimoniale. Pour ne citer que cet exemple, les officiers de l'armée grecque hésitent longtemps à rejoindre les rangs de l'Armée populaire de libération nationale (ELAS) par anticommunisme, ainsi que Mark Mazower l'a montré[72].

Par ailleurs, en Europe occidentale, certaines des armées sont également impériales et coloniales, c'est-à-dire composées de soldats citoyens comme de soldats colonisés[73]. Pour ces derniers, l'engagement au service des résistances extérieure comme intérieure relève assurément d'autres logiques plus difficiles à saisir : comment par exemple évaluer le volontariat d'hommes soumis à une domination coloniale ? Eric Jennings montre ainsi la persistance du recours à l'enrôlement forcé dans les territoires africains que la France libre contrôle. Il souligne également que le ralliement des colonies est souvent l'affaire de fonctionnaires français civils et militaires, même si certains colonisés ont pu choisir librement de continuer le combat[74]. Si, en Europe occidentale, les femmes ont progressivement été écartées du champ de bataille alors que triomphait, au XIX^{e} siècle, le modèle militaro-viril qui articule vertus considérées comme masculines et celles relevant de la spécificité militaire, la Seconde Guerre mondiale engage un processus de militarisation

72 Mark Mazower, *Dans la Grèce d'Hitler (1941-1944)*, Paris, Les Belles Lettres, 2002 (1re édition en 1993), p. 323-325.

73 Pour le cas des armées britanniques, voir David Killingray, *Fighting for Britain. African Soldiers in the Second World War*, Rochester, James Currey, 2010 ; Tarak Barkawi, *Soldiers of Empire: Indian and British Armies in World War II*, Cambridge, Cambridge University Press, 2017 ; Pour l'armée impériale française, voir Richard S. Fogarty, *Race and War in France: Colonial Subjects in the French Army, 1914-1918*, Baltimore, The John Hopkins University Press, 2008 ; J. Le Gac, *op. cit.*

74 Eric Jennings, *La France libre fut africaine*, Paris, Perrin, 2014. Voir également la thèse récente de Géraud Létang, *Mirage d'une rébellion. Être français libre au Tchad (1940-1943)*, sous la direction de Guillaume Piketty, Institut d'Études Politiques de Paris, 2019.

de ces dernières[75]. Ce sont par exemple 35 000 Italiennes qui rejoignent les rangs des partisans[76]. Mais les frontières genrées des mondes militaires ne sont que partiellement abolies par les résistances ouest-européennes[77]. Ainsi, les femmes sont reléguées dans des fonctions non combattantes dans des maquis de France cultivant des valeurs attribuées à la virilité[78], à l'image de ce que fait, au même moment, la France combattante en Afrique du Nord[79].

L'ambition de cet ouvrage est de saisir l'engagement des militaires dans les résistances à l'échelle européenne, au-delà de spécificités nationales propres aux types de régimes d'occupation, aux traditions étatiques et militaires, aux structures sociales. Pieter Lagrou montre que, pour les résistants, l'enjeu est bien plus national qu'européen[80]. L'architecture des travaux qui envisagent le phénomène à l'échelle européenne en témoigne[81]. Olivier Wieviorka, rappelle d'ailleurs que « les résistants s'engageaient pour, et, le plus souvent dans leur pays, afin de hâter le départ d'un occupant honni et de restaurer des libertés que bafouait l'ordre brun[82] ». Le constat paraît d'autant plus fondé quand il s'agit de militaires qui servent, d'abord et avant tout, leurs pays respectifs. Si les combats se déroulent bien à l'échelle mondiale, les combattants évoluent, eux, dans un cadre national. L'effort de coordination entre alliés, indispensable pour espérer l'emporter dans une guerre mondiale conduit, certes, à un degré de coopération politico-militaire probablement inédit

75 Voir Mathieu Marly, « L'armée rend-elle viril ? Réflexions sur le "modèle militaro-viril" à la fin du XIX[e] siècle », *Clio. Femmes, Genre, Histoire*, vol. 47, 2018/1, p. 229-247 ; Alain Corbin, Jean-Jacques Courtine et Georges Vigarello (dir.), *Histoire de la virilité*, tome 2 : *Le triomphe de la virilité. Le XIX[e] siècle*, Paris, Seuil, 2011 ; Georges L. Mosse, *The Image of Man. The Creation of modern Masculinity*, Oxford, Oxford University Press, 1996. Pour le cas français de mobilisation temporaire, voir Luc Capdevila, « La mobilisation des femmes dans la France combattante (1940-1945) », *Clio. Histoire, femmes et sociétés* [En ligne], 12 | 2000 : https://journals.openedition.org/clio/187.

76 Jomarie Alano, « Armed with a Yellow Mimosa: Women's Defence and Assistance Groups in Italy, 1943-45 », *Journal of Contemporary History*, Vol. 38, oct. 2003, n° 4, p. 615-631.

77 À la différence de l'est du continent : Jelena Batinic, *Women and Yugoslav Partisans: a history of World War Two*, Cambridge, Cambridge University Press, 2015 ; Anna Kryvola, *Soviet Women in Combat: a History of Violence on the Eastern Front*, Cambridge, Cambridge University Press, 2014.

78 R. Balu, *Les maquis de France*, *op. cit.*, p. 816 et suiv.

79 J. Le Gac, *op. cit.*, p. 59-64.

80 P. Lagrou, *op. cit.*

81 Les ouvrages consacrent le plus souvent un chapitre par pays. Voir par exemple Philipp Cooke et Ben H. Sheperd (eds), *European Resistance in the Second World War*, Barnsely, Pen and Sword Praetorian Press, 2013. C'est également la structure adoptée par Bob Moore (ed.), *op. cit.*

82 O. Wieviorka, *Une histoire de la Résistance en Europe occidentale*…, *op. cit.*, p. 13.

jusque-là dans l'histoire. Mais, même le *Combined Chiefs of Staff*, qui en est sans doute le symbole le plus abouti, reste un organisme purement anglo-américain, dont les autres pays, à commencer par l'URSS, sont exclus[83]. Quant aux grandes opérations qui réunissent des soldats de toutes nationalités, elles ne sont jamais menées de manière véritablement intégrée : sur le terrain, les unités sont, au mieux, juxtaposées dans des secteurs voisins. Pour autant, la guerre mondiale constitue indéniablement un moment de circulations et de contacts transnationaux. Le brassage de populations consécutif au déclenchement des hostilités, aux combats puis aux modalités d'occupation a une conséquence directe sur la composition et le fonctionnement des organisations de résistance. De la même manière, l'exil et l'engagement auprès des Alliés en Grande-Bretagne ou hors d'Europe, puis sur le territoire européen de militaires ou de civils militarisés, constituant des formes de « résistances déterritorialisées en diaspora[84] », contribuant à ces contacts, ces transferts et ces circulations[85]. Dans ce livre, Steven O'Connor montre ainsi les hybridations qui résultent de l'intégration des soldats français libres au sein de la VIII[e] armée britannique dans les sables libyens. Enfin, les résistances intérieures comme extérieures ont bénéficié du soutien crucial des alliés anglo-américains, qui ont contribué à les façonner[86]. Autrement dit, les expériences combattantes des militaires européens en résistances dépendent aussi de la manière dont celles-ci s'insèrent dans les projets de la coalition occidentale, ainsi que l'expliquent Steven O'Connor pour la résistance extérieure, Raphaële Balu et Roderick Bailey pour les résistances intérieures. Ces précautions prises, ce livre a néanmoins pour ambition de proposer une approche transnationale des militaires en résistances, comme le suggère Olivier Wieviorka dans son texte, en dépassant les cadres nationaux, et en montrant que les résistances européennes partagèrent une « même communauté de problèmes ».

83 À ce sujet, on se reportera notamment à la thèse de Thomas Bottelier, *Associated Powers: Britain, France, the United States and the Defence of World Order, 1931-1943*, supervised by Profs David Edgerton and Joseph Maiolo, King's College London, 2019.

84 A. Aglan, art. cit., p. 75.

85 Pour le cas des unités tchécoslovaques combattant en exil, voir Paul Lenormand, *Vers l'armée du peuple. Autorité, pouvoir et culture militaire en Tchécoslovaquie de Munich à la fin du stalinisme*, thèse de doctorat sous la direction d'Antoine Marès et de Guillaume Piketty, Institut d'Études politiques de Paris, 2019 ; *L'armée tchécoslovaque en France : printemps 1939-été 1940. Depuis Prague jusqu'à l'océan : anabase française d'un exil combattant*, mémoire de master d'histoire sous la direction de Guillaume Piketty, Institut d'Études Politiques de Paris, 2009.

86 O. Wieviorka, *Une histoire de la Résistance en Europe occidentale…*, *op. cit.*, p. 14-15.

Le présent ouvrage entend donc ouvrir des pistes de réflexion sur l'engagement, l'expérience combattante et la sortie de guerre des militaires en résistances en Europe occidentale. Les premiers chapitres étudient les déterminants autant que les temporalités et les territoires de l'engagement de ces derniers. Ils mettent en évidence, la complexe articulation entre les horizons d'attente, les champs de l'expérience, et enfin ceux des possibles. Emanuele Sica souligne ainsi à quel point la question du basculement interroge la spécificité militaire, en analysant l'émergence et la conséquence d'un conflit de loyauté entre plusieurs autorités dans une période de crise. Dès lors que le roi Victor-Emmanuel fait le choix de la cobelligérance, à qui faut-il désormais obéir ? L'auteur met aussi en lumière, *in fine*, le poids des cultures d'armées : les marins font le choix d'engager le combat contre les Allemands en restant fidèles au roi, car la *Regia Marina* s'est depuis le XIX^e^ siècle posée en gardienne de la tradition monarchiste. Pour ces marins italiens, les dangers encourus sont nombreux : se rendre, c'est accepter une terrible captivité de guerre, tandis que résister aux Allemands fait courir le risque d'une mort très probable. En novembre 1942, les soldats de l'armée de Vichy doivent quant à eux choisir, lors du débarquement des troupes anglo-américaines en Afrique du Nord, entre soutenir et faciliter cette opération ou suivre l'illusoire neutralité absolue que prétend défendre Vichy. En réalité, ainsi que le souligne Robin Leconte, les acteurs se décident moins en raison de choix idéologiques qu'en fonction des maigres informations dont ils disposent alors, tant le « brouillard de la guerre » cher à Clausewitz est épais et les rumeurs nombreuses, surtout dans les territoires éloignés des centres de décision. Les cadres doivent donc choisir en situation d'incertitude, et engagent leurs subordonnés, avec lesquels ils entretiennent une relation d'autorité qui, comme l'a rappelé Emmanuel Saint-Fuscien pour la Grande Guerre, est toujours négociée[87].

Souvent collectif, l'engagement est alors le fruit d'âpres discussions au sein des groupes militaires, comme le montre Géraud Létang pour les Français de la colonie tchadienne. L'hypothèse de la dissidence menace dangereusement la cohésion des troupes, jusqu'à faire craindre un combat fratricide. Mais, en situation coloniale, ces dissensions doivent rester dans l'entre-soi des Blancs : le colonisateur ne peut exposer au colonisé ses luttes intestines, ainsi que l'observe aussi Jean-Baptiste Bruneau pour les Antilles. Pour de nombreux militaires, la transgression que constitue le refus d'obéir aux ordres est difficile à supporter, comme

87 Emmanuel Saint-Fuscien, *À vos ordres ? La relation d'autorité dans l'armée française de la Grande Guerre*, Paris, EHESS, 2011.

le souligne Géraud Létang. Tout leur travail, après le ralliement, consiste donc à minorer, voire à effacer la désobéissance originelle du récit de leur engagement. C'est bien la légitimité de la transgression qui est en jeu : Jean-Baptiste Bruneau montre ainsi qu'aux Antilles, l'absence de l'occupant retire aux résistants potentiels un puissant levier d'action.

La deuxième partie de cet ouvrage est consacrée aux expériences des militaires dans les résistances. Celles-ci se caractérisent par des contacts de nature et d'ampleur inédites, tant avec des forces armées étrangères qu'avec les mondes civils. Il s'agira, comme le montre Nicola Labanca à l'aune du cas italien, de savoir s'il convient de parler de « résistance de militaires » ou de « résistance militaire ». Quoi qu'il en soit, ceux qui font le choix de résister depuis le sol de leur pays le font dans un univers en rupture avec celui au sein duquel ils avaient l'habitude d'évoluer. Au quotidien, ils sont mêlés à des civils en armes, que ce soient des maquisards en France ou des *andartès* en Grèce par exemple. Ces professionnels de la guerre sont donc sinon isolés, du moins souvent minoritaires au sein des groupes qu'ils ont rejoints. Mais ils possèdent des compétences et des savoirs particulièrement précieux, et contribuent alors à la militarisation des civils en armes. Les armées régulières constituent en effet le modèle qui finit par s'imposer aux combattants de l'ombre, quelle que soit leur origine. C'est dans doute l'enjeu de la discipline qui concentre tous les regards. Ainsi, les rapports produits par les militaires britanniques du *Special Operations Executive* (SOE) dépêchés en Grèce, qu'étudie Roderick Bailey, montrent comment les dirigeants d'ELAS ont une conscience aiguë de l'importance de la discipline dans la lutte contre l'occupant. Ces documents témoignent également de toutes les tensions qui peuvent résulter de la rencontre entre combattants réguliers et irréguliers ainsi que la manière dont les expériences antérieures ont pu forger des stéréotypes, à l'origine de bien des malentendus. Toutefois, les transferts de savoirs entre ces deux groupes ne sont pas unidirectionnels, et révèlent des phénomènes d'acculturation réciproque. Raphaële Balu souligne combien les maquis sont autant un lieu d'apprentissage des pratiques en vigueur au sein des armées régulières, que de redéfinitions de certains de ses éléments principaux, à l'instar du lien d'autorité, largement recomposé dans et par la lutte clandestine.

Pour les militaires réguliers qui font le choix de quitter leur pays afin de continuer le combat depuis l'étranger, l'expérience de la Seconde Guerre mondiale est d'abord celle d'un déclassement. Steven O'Connor montre combien les Français libres intégrés à la VIII^{e} armée britannique sont considérés comme des alliés mineurs. Ils ne sont donc pas consultés

sur les décisions stratégiques et sont même réduits à une dépendance totale tant opérationnelle que matérielle vis-à-vis de Londres. Ce rôle d'appoint est vécu avec amertume par des hommes qui, à la veille du conflit, pensaient appartenir à l'une des plus grandes puissances d'Europe. Le déclassement peut aussi émerger des conditions mêmes du combat – ou de l'absence de combat – dans un monde en guerre.

Pour autant, ces expériences au milieu d'armées étrangères ne peuvent se résumer à une succession de déceptions ou de désillusions. Au contraire, elles permettent aux militaires entrés en résistances de se familiariser avec des savoirs ou des pratiques qui leur étaient mal connus ou dont ils ignoraient jusqu'à l'existence, d'expérimenter des matériels nouveaux qui, sur terre, sur mer ou dans les airs changent leur manière de faire ou de penser la guerre. Par ailleurs, les épreuves traversées et les combats livrés, ainsi que le souvenir de la transgression initiale, légitimée rétrospectivement par le déroulement de la guerre, posent la question de la réintégration au lendemain du conflit de ces militaires dans les institutions avec lesquelles l'entrée en résistance les avait fait rompre. L'expérience collective et individuelle des militaires en résistances ne prend en effet pas fin au terme officiel des hostilités. Si l'objectif des résistants était, avant tout, la libération du territoire national, beaucoup aspiraient, à la faveur de la fin de la guerre, à une rénovation profonde des structures sociopolitiques des sociétés auxquelles ils appartenaient.

Les militaires ne font pas exception. La dernière partie de cet ouvrage est ainsi consacrée à leur sortie de guerre, dans toute son épaisseur et sa complexité. Attentif aux parcours individuels, Jean-François Muracciole dresse ainsi un panorama du devenir des officiers Français libres au lendemain de la guerre. Il constate qu'une grande majorité des officiers ralliés au général de Gaulle continue à servir sous l'uniforme, au contraire de la masse des combattants qui retourne quant à elle presque totalement à la vie civile. Ces officiers semblent alors avoir eu des carrières brillantes, au point d'occuper les principaux postes à responsabilités au sein des armées dans les années 1960 à 1970, comme si, à rebours du discours de nombreux « anciens », le déclassement décrit par Géraud Létang et Steven O'Connor n'avait été qu'une parenthèse. Se pose alors la question des leçons que ces hommes tirent sur le plan professionnel de leurs expériences résistantes. Morgane Barey étudie ce dossier au prisme des écoles françaises de formation initiale des officiers. Elle montre les ambivalences qui se cachent derrière la volonté affichée d'apprendre de la Résistance. La réalité est en effet bien en deçà des discours : les continuités prévalent largement sur les ruptures.

La sociologie des élèves-officiers n'est guère modifiée dans les années postérieures au conflit. Les projets de réforme de la formation humaine dispensée dans les écoles de formation initiale font long feu devant l'impératif de réconciliation d'une institution sortie extrêmement divisée de la guerre. *In fine*, le seul héritage réellement pris en compte semble être celui des combats interarmes, interarmées et interalliés expérimentés dans la coalition occidentale.

L'apport de l'expérience de la lutte clandestine paraît bien plus modeste encore. Et ce, alors même que les jeunes résistants devenus officiers sont souvent déployés dans des guerres de décolonisation qui éclatent dans la foulée de la fin des hostilités en Europe et qui sont à bien des égards des guerres asymétriques, caractérisées par le recours à la guérilla. Toutefois, en Indochine, certains officiers français conduisent les opérations militaires en mobilisant autant les expérimentations des unités spéciales nées pendant le second conflit mondial, l'héritage impérial de la guerre contre-révolutionnaire, que celui du mythe du « maquis », incarné par le Vercors, dont l'issue fut pourtant tragique, ainsi que le rappelle Douglas Porch. La création d'une base aéroterrestre à Diên Biên Phu témoigne de la volonté de créer, à l'image de ce qui avait été fait en 1944, une immense zone de guérilla, mais elle se solde par un échec. En Algérie, la mémoire de l'engagement dans les résistances est utilisée, on le sait, pour justifier cette fois la dissidence contre le pouvoir de la V[e] République[88]. Mais Jérôme Bocquet montre que ce référent est aussi bien revendiqué par les défenseurs de l'Algérie sous domination française que par les partisans de l'indépendance. Cette propension à se penser comme résistant ou à se prévaloir de l'expérience résistante témoigne de la prégnance de cette catégorie dans les imaginaires et les mémoires au sein des armées européennes. Car l'exaltation d'une mémoire militaire patriotique et résistante est une manière d'éviter, encore aujourd'hui sans doute, de voir le souvenir des années sombres se cristalliser sur l'effondrement de 1940 ou sur la complicité avec l'occupant[89].

88 Voir par exemple Raoul Girardet, « La désobéissance légitime (1940-1962) », dans O. Forcade, É. Duhamel et Ph. Vial (dir.), *op. cit.*, p. 547-552.

89 P. Lagrou, *op. cit.*, p. 277.